Licenciements dans les IEG à Gardanne ?

La CGT appuyée par les salariés et d'autres acteurs de la vie économique y oppose des alternatives qui auraient un impact social positif.

Les lois Energie Climat et Transition énergétique ont signé l'arrêt des centrales à charbon en France (Cordemais (44), Saint Avold (57)…). Les salarié.e.s du site de Gardanne (13) ont alors revendiqué un moratoire afin d'étudier des alternatives au charbon (hydrogène, bio méthanol, biomasse …). Mais Gazel Energie a annoncé brutalement en septembre vouloir mettre en place un PSE qui, non seulement lui permettrait d'obtenir des aides de l'Etat, mais l'autoriserait aussi à procéder à des licenciements synonyme de fermeture du site. Seul un décret permettrait de proposer des reconversions mais sous conditions de mobilité. Contrairement à la CFE-CGC et la CFDT, la CGT n'y est pas favorable car il est possible de maintenir le site en diversifiant ses activités.

La CGT propose une reconversion, car des solutions, il y en a !

C'est toute la combativité de la CGT locale qui est à l'œuvre, avec les salariés, pour certains ex-mineurs, voire enfants de mineurs, très attachés à leurs racines. L'Etat vient enfin d'accepter de lancer une étude technique avec des appels à projet de l'Ademe. C'est dans ce contexte que salariés et CGT ont fait leurs propositions. Cela va d'une organisation sous la forme d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif, à la reconversion du site en traitement et valorisation énergétique des déchets (en cours d'étude par l'industriel Urbacer). La CGT souhaite que ce projet soit intégré dans un pacte territorial qui trouverait sa place dans le Plan Régional des Bouches du Rhône. C'est pourquoi, avec les salariés, ils vont persévérer, informer les populations et les acteurs politiques du tissu économique local, faire des débats pour bien montrer l'impact social positif de cette alternative.

Cette lutte est aussi emblématique pour notre Fédération et pour tous les agents des IEG : l'annonce de licenciements dans les IEG via un Plan Social Economique est un risque dans le secteur pour la « production pilotable » : l'Etat et l'Europe pourraient s'en inspirer pour démanteler encore plus vite le secteur de l'Energie en France et le livrer à la concurrence. Nombre d'industriels (Total, Véolia…) n'attendent que ça...

Une autre image de la CGT

Ce projet industriel d'avenir ouvre des possibles et redonne espoir, notamment aux jeunes qui veulent rester et vivre au pays. Il donne à voir une CGT responsable, qui défend l'emploi et qui fait des propositions, réfléchies, concrètes, avec l'appui d'autres acteurs de la vie économique. Cette lutte, exemplaire, a poussé les décideurs locaux et l'Etat à revenir sur leurs décisions : ils doivent étudier toutes les solutions possibles pour l'avenir du site. Dans le même temps, la mainmise de Véolia sur Engie, qui annonce son dépeçage progressif, l'annonce d'un Hercule Bis à EDF… nous obligent à réagir vigoureusement contre tous ces démantèlements. Notre projet industriel avec le PPE FNME CGT, nos actions syndicales ouvrent d'autres perspectives que la marche forcée vers la privatisation du secteur de l'Energie visée par notre gouvernement sous les injonctions de Bruxelles.